

6 décembre 2018

Élection Comité Technique Ministériel

● FEDERATION ● SYNDICALE ● UNITAIRE ●

ENGAGÉS AU QUOTIDIEN DANS LA DÉFENSE DES AGENTS ET DES MISSIONS POUR UN SERVICE PUBLIC DE QUALITÉ !

Vous allez élire le 6 décembre 2018 **vos représentants du personnel** au Comité Technique ministériel.

La **FSU** dénonce la **baisse constante des effectifs** mettant volontairement et durablement le fonctionnement du **service public en mode dégradé** pour justifier la diminution de ses missions. Avec la poursuite de la politique néo-libérale du gouvernement cette situation va s'aggraver compte tenu de l'absence de toute GPEC pour faire face aux départs en retraite durant les 3 prochaines années. Alors que dans le cadre de CAP 2022 les préfets de département font le constat que la RGPP, la fusion des régions ont participé à une perte de compétence et de présence des services de proxi-

mité, le ministère du travail continue à restreindre l'accès aux publics les plus fragiles. Alors que la force du service public réside dans la continuité et l'expertise des agents, **le ministère réduit le nombre de postes opérationnels et malmène de nombreux collègues**, sans perspective de déroulement de carrière, en particulier les adjoints administratifs et les contrôleurs, confrontés à l'incertitude permanente sur leur futur poste : beaucoup ont le sentiment d'un déni de leurs compétences et de servir de « bouche trou » dans la réorganisation permanente.

La FSU agit pour la défense des missions, du statut et les conditions de travail des agents :



Égalité professionnelle femmes / hommes et lutte contre les discriminations, la FSU a participé activement à la négociation de l'accord du 9 mai 2017, l'a signé et ne lâche pas la DRH pour sa mise en œuvre effective.

Défense du pouvoir d'achat, revalorisation du point d'indice fonction publique, intégration des primes dans le salaire, carrières linéaires, nous avons été **favorables en 2015 à l'accord PPCR** qui, malgré ses imperfections, allait dans ce sens, et que le gouvernement Macron s'est empressé de neutraliser pendant un an. Mais nous avons **combattu le RIFSEEP** outil de division des agents par l'inégalité des primes.

Défense statut Fonction Publique pour tous et du paritarisme attaqué par CAP 2022
Nous défendons un système de retraites solidaire contre des retraites par points, individualisant et pénalisant les fonctionnaires, supprimant la règle des 6 derniers mois.

Au CTM Travail et au CTS des DIRECCTE, nous nous sommes bagarrés :

Contre le **Plan Sapin**, la **suppression du corps de contrôleurs du travail** et les effets pervers de **l'EPIT/CRIT**, la **création des UC** et l'isolement des agents, les **objectifs chiffrés individuels** et Wiki't, contre la nécessité d'un **code de déontologie** de l'IT et son contenu fragilisant les agents de contrôle

Contre la réforme territoriale, la **fusion des régions** et la réorganisation des Direccte, et maintenant contre les conditions de **démantèlement des services du développement économique**.

Contre la loi NOTRe et **l'abandon des missions emploi /insertions** à Pôle-Emploi ou aux Régions,

Contre la mise en place d'un **secrétariat général unique des MCAS**, véritable monstre étouffant ses agents par la masse et la diversité des problématiques et des services à gérer,

Pour des effectifs dans tous les services, **en catégorie C** notamment, pour des moyens dans les **SRC** et dans les **ESIC**,

Pour des services de renseignements accessibles à tous sur tout le territoire



Au CHSCT-M deux idées force continueront à guider l'action de la FSU en matière de prévention :
l'intégration de l'analyse des risques en amont des projets dès leur conception et l'analyse du travail réel.



Autant dire que la tâche est ardue au regard de la pratique des dirigeants du ministère dont l'action se limite à la recherche de labellisation alors même que tous les indicateurs alertent sur la dégradation des conditions de travail et de santé des agents.

Le rapport de médecine de prévention présentée en CHSCT-M est édifiant, il corrobore ce que nous disons depuis des mois sur les RPS, la charge de travail, les heures sup, l'incompréhension et le découragement des agents.

La FSU présente les candidat.es suivant.es pour siéger au CTM

Dominique ROLS	UD de la Loire	Hervé JACQ	UD du Morbihan
Isabelle BOUAYAD	UD du Rhône	Corinne PARIS	UD Pyrénées Atlantiques
Grégory ACAKPO-ADDRA	Directe Hauts de France	Melissa VOLERY	UD du Lot et Garonne
Brigitte SENEQUE	UD Pyrénées Atlantiques	Christine SCHMITT	DGEFP
Hervé DUBOIS	DARES	Annie REGOJO	UD du Lot et Garonne
Betty BENOIT	UD des Hauts de Seine	Francis BARTHE	UD du Tarn
Gaëlle HUE	INTEFP	Philippe RETO	UD de l'Orne
Aïcha DJELLOULI	UD de Paris	Matthieu GREMAUD	UD Bouches du Rhône
Christine FARAVARI	UD Pyrénées-Atlantiques	Cécile MAIRE	UD du Bas-Rhin
Camille DIQUAS	UD Seine-Saint-Denis	Annie ERTZSCHEID	UD d'Indre et Loire
Marie-Odile FONTAINE	UD de la Moselle	Véronique MENGA	UD Bouches du Rhône
Vanessa DONNEAUD	Directe ARA 63	Olivier DEBLONDE	UD de l'Aude
Sylvie MAGUET	UD de Côte d'Or	Rose Anna COLLURA	UD du Val d'Oise
Stéphanie HUDE	UD des Hauts de Seine	Sarah MEMMI	DARES
Sandrine DONVAL-BOLTEAU	UD du Morbihan	Marie-Hélène COUTANT	UD d'Indre et Loire

Analyse critique, action revendicative, expertise et contre-propositions, soutien aux agents, maintien de la cohésion des collectifs de travail et recherche de l'unité d'action intersyndicale, sont les différentes facettes de l'activité syndicale de la FSU que nous voulons mener avec vous et avec votre soutien, en réponse aux attaques contre les missions du service public et ses agents.

Pour défendre le service public et les conditions de travail des agents, nos élus travailleront **ensemble**, en lien avec nos élus régionaux, pour des revendications et des actions **cohérentes et complémentaires**, afin d'améliorer nos situations professionnelles et de protéger les agents.

Élections professionnelles 2018

Je choisis mes élu-es
JE VOTE FSU



Retrouvez toutes nos positions et publications sur notre site internet <http://www.snutefifsu.fr/tefe>

**SUPPRESSIONS
D'EMPLOIS**

**240 000
BRAS EN MOINS
DANS LA FONCTION
PUBLIQUE.**

Ça va être plus difficile de donner la main...

